

4^o voor bevordering tot een graad van rang 20, voor alle ambtenaren die ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen en reeds titularis zijn van een graad van rang 32.

Indien de aard van de betrekking het wettigt kan het College bijkomende voorwaarden toevoegen aan degene die in deze paragraaf zijn gesteld.

5^o voor bevordering tot een graad van rang 30, voor alle ambtenaren die ten minste vier jaar anciënniteit tellen en reeds titularis zijn van een graad van rang 43.

§ 3. De deelnemingsvoorwaarden, bepaald krachtens § 1 en § 2 van dit artikel, moeten vervuld zijn op de door de Vaste Wervings-secretaris bepaalde datum. De ambtenaar die tijdens gelijk welk deel van het examen één van die voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn slagen voor het vergelijkend examen.

HOOFDSTUK VII. — Bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven

Art. 36. Het College kan voor het verlenen van andere graden een examen voor verhoging in graad voorschrijven.

Art. 37. De bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven, wordt verleend in deze volgorde :

- 1^o aan de geslaagde van het vereiste examen waarvan het proces-verbaal het eerst werd afgesloten;
- 2^o onder geslaagden van een zelfde examen, aan de geslaagde met de meest positieve waardering;
- 3^o onder geslaagden die allen behoren tot de groep met de meest positieve waarderingen, de best gerangschikte volgens de geldende bepalingen terzake.

Art. 38. Het College stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast.

Art. 39. Het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit artikel.
Brussel, 20 oktober 1994.

De Voorzitter van het College belast met Sociale Promotie,
Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt,

R. HOTYAT

F. 94 — 2928

(C — 31509)

**20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'exercice d'une fonction supérieure
dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

- Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;
Vu la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;
Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
Vu le protocole n° 94/17 du Comité particulier de négociation du 23 mars 1994;
Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il faut entendre par fonction supérieure, toute fonction correspondant à un emploi prévu au cadre d'un grade équivalent au moins à celui dont le fonctionnaire est revêtu même à titre de principalat et auquel est attachée une échelle de traitement plus avantageuse.

Art. 3. Le fait qu'un emploi soit définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

Art. 4. Seul un fonctionnaire qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

Art. 5. A défaut de fonctionnaire remplissant les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure, un autre fonctionnaire peut être désigné pour l'exercice de cette fonction par acte de désignation motivé.

Dans ce cas, la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade classé dans les rangs 30, 20 ou 10, est réservé au fonctionnaire titulaire d'un grade de niveau immédiatement inférieur qui est classé respectivement dans un rang supérieur au rang 40, 30 ou 20. La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade d'un autre rang que 30, 20 ou 10, est réservé au fonctionnaire titulaire d'un grade du même niveau que celui de l'emploi correspondant à la fonction supérieure ou d'un grade du niveau immédiatement inférieur qui y donne accès.

Art. 6. Le fonctionnaire déplacé, suspendu ou rétrogradé ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa sanction n'ait été radiée.

Art. 7. Sauf dans les cas prévus à l'article 9, alinéa 3, une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir un emploi définitivement vacant, ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.

Art. 8. § 1er. L'exercice au sein de chaque organisme d'une fonction définitivement vacante ou momentanément non occupée par son titulaire, est confié au fonctionnaire jugé le plus apte à faire face aux nécessités immédiates du service et dont la désignation entraîne le moins d'inconvénients pour la bonne marche du service.

§ 2. Pour les emplois de rangs 16 et 15, la désignation est faite par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 9. La désignation dans les emplois de rangs du niveau 1 est faite par l'autorité investie du pouvoir de nomination après avis motivé du conseil de direction.

La désignation dans les emplois de niveaux 2+, 2, 3 et 4 est faite par l'autorité investie du pouvoir de nomination ou les fonctionnaires délégués à cet effet après l'avis motivé du conseil de direction.

Pour l'application des alinéas précédents, lorsque la continuité de la gestion journalière l'exige et par dérogation à l'article 7, la désignation peut être faite par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint, délégué à cette fin par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Celle-ci ratifie la désignation après avis du conseil de direction émis dans les trois mois. La procédure d'attribution définitive de l'emploi doit dans ce cas être engagée sans délai.

Art. 10. § 1er. Il ne peut être pourvu pour plus de six mois à un emploi vacant ou momentanément non occupé, par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure. Si l'emploi n'est pas définitivement vacant, ce délai peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances. La durée de la prorogation est déterminée suivant les nécessités du service.

§ 2. Si l'emploi est définitivement vacant, le délai prévu au § 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances après que l'autorité investie du pouvoir de nomination ou les fonctionnaires délégués à cet effet ont constaté que la procédure d'attribution définitive de l'emploi se déroule normalement. La durée de la prorogation ne peut excéder six mois. Si, à l'expiration de la prorogation, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif pour des raisons indépendantes de la volonté de l'autorité investie du pouvoir de nomination ou de leurs délégués, le délai peut, moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, être prorogé une seconde fois par décision motivée pour une période de six mois au plus.

Si, pour les mêmes raisons, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif à l'expiration de la deuxième prorogation, le délai peut, moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, être prorogé une troisième et dernière fois par décision motivée pour une période de six mois au plus. Par dérogation à l'alinéa précédent, la désignation peut être maintenue à l'expiration de la troisième prorogation:

a) si l'emploi qui n'a pas pu être attribué à titre définitif est de ceux dont le titulaire est directement chargé par les lois et règlements d'un pouvoir de décision en matière fiscale, financière ou comptable,

b) dans les emplois déterminés par le Collège, de l'accord du membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions.

La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure maintenue en fonction de l'alinéa précédent, est soumise à l'accord du membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions. La décision est communiquée à l'autorité concernée dans le mois de la réception du projet d'arrêté de prorogation auquel sont joints les avis requis et notamment l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances.

Passé ce délai, le silence du membre du Collège emporte son accord.

L'acte de désignation ou de prorogation :

a) indique si l'emploi auquel se rapporte la désignation ou la prorogation est un emploi définitivement vacant ou un emploi momentanément non occupé,

b) mentionne le nom du dernier titulaire de l'emploi si celui-ci est définitivement vacant ou le nom du titulaire de l'emploi si celui-ci est momentanément non occupé et fait le cas échéant état de ce que l'emploi n'a pas encore été pourvu d'un titulaire.

Art. 11. La désignation d'un fonctionnaire qui ultérieurement fait l'objet d'une autre désignation est suspendue pour la durée de cette dernière. Lorsque la seconde désignation prend fin, le fonctionnaire est confirmé dans la première à condition que l'emploi soit demeuré vacant ou momentanément non occupé par son titulaire. L'emploi auquel se rapportait la désignation suspendue peut donner lieu à une désignation nouvelle faite conformément au présent arrêté.

Art. 12. Le fonctionnaire chargé d'une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

Art. 13. L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination au grade de cette fonction. Cependant si le fonctionnaire est promu au grade correspondant à l'emploi qu'il a occupé sans interruption et qu'il est affecté à cet emploi, il obtient une prise de rang pour l'avancement de traitement et de l'avancement de grade à la date depuis laquelle il occupait de façon continue ledit emploi sans que cette date puisse remonter au-delà, ni de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut des fonctionnaires pour être promu au grade de l'emploi auquel il est affecté ni à la date à laquelle cet emploi s'est trouvé vacant.

Art. 14. Une allocation est accordée au fonctionnaire qui assume une fonction supérieure à celle du grade dont il est titulaire, que l'emploi correspondant à cette fonction soit momentanément non occupé ou qu'il soit définitivement vacant.

Art. 15. Le bénéfice de l'allocation est accordé au fonctionnaire à la condition qu'il ait assumé la fonction supérieure d'une façon ininterrompue pendant une période minimum de nonante jours.

Art. 16. L'allocation est d'abord une allocation de suppléance puis une allocation d'intérim.

§ 1er. Lorsque la condition fixée à l'article 15 est remplie, l'allocation est due à partir du jour où le fonctionnaire exerçait effectivement la fonction supérieure.

§ 2. L'allocation de suppléance est accordée au faisant fonction pendant la période initiale de huit mois consécutivement à sa désignation. Son montant annuel est égal à deux fois la valeur de la pénultième augmentation biennale qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle du grade dont le fonctionnaire est précieusement revêtu sans pouvoir dépasser le montant de l'allocation d'intérim. Lorsque le fonctionnaire est désigné à nouveau pour l'exercice d'une fonction supérieure, les périodes successives de désignation sont comptées pour l'octroi de l'allocation de suppléance ou d'intérim pour autant qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exercice des fonctions supérieures et que les désignations aient été faites dans un emploi correspondant au même grade ou à un grade du même rang.

§ 3. L'allocation d'intérim est accordée à l'expiration de la période d'octroi de l'allocation de suppléance. Elle est fixée au montant de la différence entre la rétribution dont le fonctionnaire bénéficierait dans le grade de la fonction assurée provisoirement et la rétribution dont il bénéficie dans son grade effectif.

La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend :

- 1° le traitement ou le traitement en carrière bonifiée;
- 2° éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.

Le traitement dont le fonctionnaire bénéficierait dans le grade de la fonction assurée provisoirement est celui qui lui reviendrait à la date de sa dernière ancienneté utile dans son grade effectif si à cette date il était promu à son grade précaire.

§ 4. L'allocation de suppléance ou l'allocation d'intérim est payée mensuellement et à terme échu. L'allocation du mois est égale à 1/12 de l'allocation annuelle. Lorsque l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentième conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, quand le traitement du mois n'est pas dû entièrement. L'allocation est soumise au régime de liaison à l'index des prix à la consommation applicable au traitement des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Art. 17. La période pendant laquelle la désignation est suspendue, conformément à l'article 11, n'est pas prise en considération pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

Art. 18. Une copie certifiée conforme de l'acte de désignation ainsi que des avis requis est produite à l'appui de la liquidation de l'allocation.

Art. 19. Les ordres de paiement sont soumis à l'Inspecteur des Finances qui remplit les devoirs prescrits au présent arrêté et qui arrête la liquidation de l'allocation aussi longtemps que les prescriptions prévues à l'article 18 n'auront pas été remplies.

Art. 20. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 20 octobre 1994.

Le Président du Collège chargé de la Promotion sociale,
De l'Aide aux Personnes et de la Reconversion et du Recyclage professionnels,

Ch. PICQUE

Le Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,

R. HOTYAT

VERTALING

[C — 31509]

N. 94 — 2928

20 OKTOBER 1994. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de uitoefening van een hoger ambt
in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de Sociale Integratie van de Gehandicapten en hun Inschakeling in het Arbeidsproces;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het protocol nr. 94/17 van het bijzonder onderhandelingscomité van 23 maart 1994;

Op de voordracht van het Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, § 1, 1e lid, 121, § 1, 1e lid, 116, § 1, 127, 128, 129, § 1, 131, 132, 135, 137 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Onder hoger ambt moet worden verstaan elk ambt dat overeenstemt met een in de personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad die ten minste gelijkwaardig is aan die waarmede de ambtenaar is bekleed, zelfs op grond van het principaalat, en waaraan een gunstiger weddeschaal verbonden is.

Art. 3. Het feit alleen dat een betrekking definitief open staat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

Art. 4. Alleen een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad te worden benoemd, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

Art. 5. Bij gebrek aan een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad benoemd te worden, kan een ander ambtenaar bij een met redenen omklede aanstellingsakte voor het uitoefenen van dat ambt aangesteld worden.

In dat geval komt voor de uitoefening van een hoger ambt in een betrekking die overeenstemt met een graad ingedeeld in de rangen 30, 20 of 10 alleen in aanmerking de ambtenaar die titularis is van een graad van het onmiddellijk lagere niveau welke respectievelijk ingedeeld is in een hogere rang dan rang 40, 30 of 20. Voor de uitoefening van een hoger ambt in de betrekking die overeenstemt met een graad van een andere rang dan rang 30, 20 of 10 komt alleen in aanmerking de ambtenaar die titularis is van een graad van hetzelfde niveau als dat van de betrekking overeenstemmend met het hoger ambt of van een graad van het onmiddellijk lagere niveau die er toegang toe geeft.

Art. 6. De ambtenaar die verplaatst, geschorst of in graad teruggezet is, mag niet aangesteld worden voor het uitoefenen van een hoger ambt vooraleer zijn straf doorgehaald is.

Art. 7. Behoudens in de bij artikel 9, derde lid, bepaalde gevallen kan een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitief openstaande betrekking slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekering van die betrekking wordt ingezet.

Art. 8. § 1. In elke instelling wordt de uitoefening van een ambt dat definitief open staat of tijdelijk niet door de titularis waargenomen wordt, toevertrouwd aan de ambtenaar die het meest geschikt bevonden wordt om in de onmiddellijke behoefte van de dienst te voorzien en wiens aanstelling het minste bezwaar voor de goede gang van de dienst met zich brengt.

§ 2. Voor de betrekkingen van rang 16 en 15 geschiedt de aanstelling door de instantie die de benoemingsmacht uitoefent.

Art. 9. Aanstelling in betrekkingen van de rangen in niveau 1 geschiedt door de instantie die de benoemingsmacht uitoefent, nadat de directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

Aanstelling in betrekkingen van niveau 2+, 2, 3 en 4 geschiedt door de instantie die de benoemingsmacht uitoefent of door de daartoe afgevaardigde ambtenaren, nadat de directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

Voor de toepassing van de voorafgaande leden kan, wanneer de continuïteit van het dagelijks beheer het vereist, de aanstelling echter in afwijking van artikel 7 geschieden door de leidend ambtenaar of de adjunct-leidend ambtenaar, daartoe gemachtigd door de instantie die de benoemingsmacht uitoefent. Deze bekrachtigt de aanstelling nadat de directieraad binnen drie maanden zijn advies heeft gegeven. De procedure tot definitieve toekenning van de betrekking dient in dat geval onverwijld te worden ingezet.

Art. 10. § 1. Er kan in een openstaande of in een tijdelijk niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt. Indien de betrekking niet definitief open staat, kan deze termijn worden verlengd mits de Inspecteur van Financiën een gunstig advies heeft gegeven. De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

§ 2. Indien de betrekking definitief open staat, kan de in § 1 bepaalde termijn op gunstig advies van de Inspecteur van Financiën worden verlengd nadat de instantie die de benoemingsmacht uitoefent of de daartoe afgevaardigde ambtenaren hebben vastgesteld dat de procedure tot definitieve toekenning van de betrekking normaal verloopt. De duur van de verlenging mag zes maanden niet overschrijden. Indien de betrekking, om redenen buiten de wil van de instantie die de benoemingsmacht uitoefent of van de daartoe afgevaardigde ambtenaren, na het verstrijken van de verlenging niet in vast verband kan worden verleend, dan kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing, mits gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, een tweede maal voor een periode van ten hoogste zes maanden worden verlengd.

Indien de betrekking, om dezelfde redenen, niet in vast verband wordt verleend na het verstrijken van de tweede verlenging, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing, mits gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, een derde en laatste maal voor een periode van ten hoogste zes maanden worden verlengd. In afwijking van het voorgaande lid kan de aanstelling bij het verstrijken van de derde verlenging gehandhaafd worden :

a) indien de betrekking die niet in vast verband kon worden verleend, behoort tot de betrekkingen waarvan de titularis door de wetten en verordeningen rechtstreeks belast is met een beslissingsbevoegdheid in fiscale, financiële of boekhoudkundige aangelegenheden,

b) in de betrekkingen door het College bepaald, met het akkoord van het lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

De aanstelling voor de uitoefening van een hoger ambt, die krachtens het voorgaande lid gehandhaafd wordt, is onderworpen aan het akkoord van het lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. De beslissing wordt aan de betrokken overheid medegedeeld binnen de maand na de ontvangst van het ontwerp van verlengingsbesluit, waarbij de vereiste adviezen zijn gevoegd en ondermeer het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën.

Na verloop van die termijn geldt het stilzwijgen van het lid van het College als diens akkoord.

De akte tot aanstelling of verlenging :

a) geeft aan of de betrekking waarop de aanstelling of de verlenging slaat een definitief openstaande betrekking dan wel een tijdelijk niet waargenomen betrekking is;

b) vermeldt de naam van de laatste titularis van de betrekking indien zij definitief open staat of de naam van de titularis van de betrekking indien zij tijdelijk niet waargenomen is en stipt desgevallend het feit aan dat de betrekking nog geen titularis heeft.

Art. 11. De aanstelling van een ambtenaar die naderhand een andere aanstelling krijgt, wordt voor de duur van deze laatste geschorst. Wanneer de tweede aanstelling ten einde komt, wordt de ambtenaar in de eerste aanstelling bevestigd op voorwaarde dat de betrekking nog altijd open staat of tijdelijk niet door de titularis wordt waargenomen. De betrekking waarop de geschorste aanstelling sloeg, kan aanleiding geven tot een nieuwe aanstelling, die geschiedt overeenkomstig dit besluit.

Art. 12. Een ambtenaar die met een hoger ambt is belast, oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit.

Art. 13. De uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op vaste benoeming in de graad van dat ambt. Indien een ambtenaar evenwel wordt bevorderd tot de graad die overeenstemt met de betrekking welke hij zonder onderbreking heeft waargenomen en indien hij voor deze betrekking wordt aangewezen, neemt hij voor de bevordering tot een hogere wedde en tot een hogere graad rang in op de datum vanaf welke hij die betrekking ononderbroken waarneemt, zonder dat die datum mag teruggaan tot vóór de datum waarop de belanghebbende alle vereisten heeft vervuld welke het ambtenarenstatuut stelt om bevorderd te worden tot de graad van de betrekking waarvoor hij is aangewezen, noch tot vóór de datum waarop die betrekking vacant is geworden.

Art. 14. Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hoger ambt uitoefent dan dat van de graad waarmee hij bekleed is, ongeacht of de betrekking die met dat ambt overeenstemt tijdelijk niet waargenomen wordt of definitief openstaat.

Art. 15. De toelage wordt aan de ambtenaar verleend voor zover hij het hoger ambt ononderbroken uitgeoefend heeft gedurende ten minste negentig dagen.

Art. 16. De toelage is eerst een plaatsvervangings-toelage, nadien een waarnemingstoelage.

§ 1. Wanneer aan de in artikel 15 gestelde voorwaarde is voldaan, is de toelage verschuldigd vanaf de dag waarop de ambtenaar het hoger ambt werkelijk uitgeoefend heeft.

§ 2. De plaatsvervangings-toelage wordt toegekend aan de plaatsvervanger gedurende de beginperiode van acht maanden volgend op zijn aanstelling. Het jaarlijks bedrag ervan is gelijk aan tweemaal de waarde van de voorlaatste tweejaarlijkse verhoging, welke de bevordering in wedde regelt in de weddeschaal van de graad die de ambtenaar tot wederopzeggens bekleedt, zonder evenwel hoger te mogen zijn dan het bedrag van de waarnemingstoelage. Wanneer een ambtenaar opnieuw voor de uitoefening van een hoger ambt wordt aangewezen, worden de opeenvolgende periodes van aanwijzing voor de toekenning van de plaatsvervangings-

waarnemingstoelage meegerekend, op voorwaarde dat er geen onderbreking in de uitoefening van de hogere functies is en dat de aanstellingen gebeurden in een betrekking die overeenstemt met dezelfde graad of met een graad van dezelfde rang.

§ 3. De waarnemingstoelage wordt toegekend na het verstrijken van de termijn van toekenning van de plaatsvervangingsstoelage. Zij wordt vastgesteld op het bedrag van het verschil tussen de bezoldiging welke de ambtenaar zou genieten in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt en de bezoldiging welke hij geniet in zijn werkelijke graad.

De bezoldiging waarvan sprake in het voorgaande lid omvat :

- 1° de wedde of de wedde met bijslag;
- 2° eventueel de haard- of standplaatstoelage.

De wedde die de ambtenaar in de graad van het voorlopig uitgeoefende ambt zou genieten, is die welke hem op de datum van zijn laatste nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad zou toekomen indien hij op die datum werd bevorderd tot de graad welke hem tot wederopzeggens verleend was.

§ 4. De plaatsvervangingsstoelage of de waarnemingstoelage wordt maandelijks na vervallen termijn betaald. De maandtoelage is gelijk aan één twaalfde van de jaarlijkse toelage. In geval de maandtoelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten betaald overeenkomstig de regel bepaald door het geldelijk statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is. De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van toepassing is op de wedde van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 17. De periode gedurende welke de aanstelling overeenkomstig artikel 11 geschorst is, komt niet in aanmerking voor toekenning van de waarnemingstoelage.

Art. 18. Een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanstellingsakte alsook van de vereiste adviezen wordt overgelegd tot staving van de toelage.

Art. 19. De opdrachten tot betaling worden voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën, die de in onderhavig besluit voorgeschreven taken vervult en die de betaling van de toelage inhoudt tot zolang aan de voorschriften van artikel 18 niet werd voldaan.

Art. 20. Het Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 1994.

De Voorzitter van het College belast met de Sociale Promotie,
Hulp aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College belast met de Begroting en het Openbaar Ambt,
R. HOTYAT

F. 94 — 2929

[C — 31511]

20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant création d'un service social pour les membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 avril 1994;

Vu le protocole 94/8 du Comité particulier de négociation du 23 mars 1994;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,

Arrêté :

Article 1er. Un service social est créé au profit des personnes visées à l'article 3.

Art. 2. Les activités du service social comportent notamment :

1° sur le plan de l'aide individuelle :

- l'aide morale et matérielle;
- l'octroi d'aides financières;
- l'octroi de prêts sans intérêt pour faire face à des situations exceptionnelles;
- l'octroi d'avances récupérables sur rémunérations;
- l'octroi de cadeaux de circonstances.

2° sur le plan de l'aide collective :

- l'aide morale et matérielle;
- l'aide sociale et juridique dans des questions étrangères à l'administration;
- l'intervention financière dans les frais de vacances pour enfants;
- l'organisation et l'encouragement d'activités culturelles, sportives et récréatives;
- l'organisation et la gestion de services médicaux;
- l'intervention financière en cas d'assurance collective couvrant les frais d'hospitalisation et autres frais médicaux;
- la préparation à la retraite.